

ET SI ON REPENSAIT TOUT ? OUI MAIS COMMENT ? ET SURTOUT AVEC QUI ?

(Pour des Etats Généraux vraiment « généraux / Libération du 9 Janvier 2012).

Dans son numéro spécial 233 daté de Janvier 2012, la revue *Sciences Humaines* nous propose un dossier consistant dans lequel ses auteurs tentent de répondre à cette question : « Et si on repensait tout ? ». En effet – et les faits sont là – dans les rapports sociaux, politiques et les équilibres planétaires comme dans le « royaume des idées », « un monde craque, un autre accouche ».

Même si chaque individu est capable de penser et que, comme le disait Descartes, « le bon sens est la chose du monde la mieux partagée », nous avons plus que jamais besoin, pour construire les vérités à venir, de ceux dont c'est la spécialité et le métier : les intellectuels, les savants, les chercheurs. Nous, le peuple, attendons d'eux qu'ils nous éclairent et nous rendent aptes à moins subir les transformations, à mieux les comprendre pour mieux les anticiper et les dominer. Cette fonction à la fois épistémologique, éducative et politique n'est pas nouvelle. Elle remonte à l'affaire Dreyfus, au siècle des Lumières et, peut-être, à l'Antiquité grecque avec les sophistes, Socrate et Platon.

Mais en même temps, des savoirs nouveaux et critiques, aussi pertinents, percutants et opérants soient-ils, ne peuvent descendre d'un ciel des intelligibles qui ne serait occupé que par les intelligences de ceux dont c'est la spécialité de penser juste. Une telle séparation se traduirait en un dangereux et injuste divorce entre les victimes d'un monde qui craque et les heureux élus de cet autre qui accouche, ou encore, comme le disait déjà Condorcet dans son projet d'Instruction Publique de 1792, « le genre humain n'en resterait pas moins partagé en deux classes : celle des hommes qui raisonnent et celle des hommes qui croient, celle des maîtres et celle des esclaves ».

Alors, comment faire ? Il faut imaginer de nouvelles procédures de construction des savoirs mettant en mouvement de nouvelles relations entre les intellectuels et le peuple qui consisteraient à ce que les premiers ne se contentent pas, avec bonne conscience, de venir faire magistralement la leçon à ceux qui doivent apprendre pour leur bien et leur salut. Voici quelques pistes de travail qui, pour certaines, ne sont pas entièrement nouvelles mais restent souvent négligées pour ne pas dire méprisées :

- Il faut d'abord se convaincre et convaincre ceux, souvent les intellectuels, qui y sont réticents, que les savoirs ne sont pas que savants, qu'ils soient académiques ou critiques, mais qu'ils sont aussi sociaux, d'action, pratiques, d'engagement, de prise de conscience, d'expression... qu'ils peuvent être modestes mais décisifs pour les individus et les transformations qu'ils engendrent. Pensons aux Cahiers de Doléances de 1789 et mesurons comment des savoirs du quotidien jusque là « inouïs » (Pierre Roche) parce que « assujettis » (Michel Foucault) peuvent déclencher l'un des bouleversements les plus importants de l'Histoire.
- Il faut également expérimenter et mettre en œuvre de nouvelles procédures de construction des savoirs comme nous en propose une éducation populaire particulièrement inventive mettant d'emblée l'individu dans une posture d'auteur-acteur de ce qui fait centre d'intérêt et sens pour lui, là où il se trouve, travaille, vit, souffre, résiste, espère... Nous pensons en particulier au processus « paroles, savoirs, œuvre, pouvoir, émancipation » initié et formalisé par Pierre Roche, sociologue au CEREQ (voir « Approche clinique et éducation populaire » dans les *Cahiers du Laboratoire du changement Social n°7*, éditions L'Harmattan). Nous pensons aussi à l'Université Populaire – Laboratoire Social de la MJC de Ris-Orangis qui, accompagnée par Miguel Benasayag, part de ce qui affecte les gens, quelques fois les indignes, les pousse à réfléchir collectivement, à se mobiliser, à s'organiser et à construire des alternatives.

- Sans pour autant réduire les savoirs à leur dimension pragmatique et utilitaire, il faut considérer qu'ils ne prennent réellement sens, comme le pensait déjà quelqu'un comme Spinoza, que lorsqu'ils augmentent notre puissance d'agir et, en l'occurrence, nous rendent aptes à comprendre, écrire et faire l'Histoire, celle de chacun d'entre nous comme celle qui doit nous être commune.

Dans toutes ces manières de faire, les intellectuels y sont présents avec des postures nouvelles : non en surplomb en venant éclairer les paysages d'une lumière souvent éblouissante et étrangère mais en accompagnant les individus sur les chemins qu'ils dessinent eux-mêmes pas après pas et sans rien concéder sur l'exigence de vérité.

Après la question du « comment ? », vient la question du « avec qui ? » Spontanément, on a envie de répondre : « avec tout le monde ». Mais l'histoire du moment nous pousse à penser qu'il faut avoir une attention particulière pour cette « France des invisibles, la France d'à côté, celle que l'on n'entend pas et qui se sent de moins en moins représentée » (*Le Monde* du mercredi 7 décembre 2011). On se sentira sûrement désemparé de constater que cette France là est celle de la « colère sourde » de ceux qui se sentent exclus des pratiques de consommation ostentatoire des nantis et de la sécurité des derniers biens qu'ils possèdent, et que, par conséquent, il apparaît bien difficile de construire avec eux les savoirs utiles à des changements qui pourtant s'imposent. Eh bien, relevons le défi en refusant de faire d'eux une improbable part du marché électoral qui se prépare et ainsi de vouloir les ramener de force, comme des brebis égarées, dans le giron d'une France prétendument démocratique. Partons de cette colère sourde pour qu'elle trouve son expression, se traduise en savoirs et en une œuvre d'émancipation qui conduirait courageusement et avec détermination à une salutaire transformation des rapports sociaux.

Pour cela, il faudrait oser la convocation d'Etats Généraux « vraiment généraux » et abandonner ces consultations d'appareils qui laissent généralement sans voix (également sans voie) ceux que l'on n'entend pas alors que l'on prétend les organiser pour eux. Faisons le pari de l'humain et soyons convaincus, comme le pense Pierre Roche « que ce par quoi un individu est assujéti est précisément ce par quoi il peut trouver son devenir-sujet ». A condition de l'accompagner sur ce chemin exigeant. Ce serait un grand signe de courage et de maturité politique.

Christian MAUREL, sociologue,
ancien Délégué régional de la Fédération Française des MJC et
Professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille I,
cofondateur du collectif national « Education populaire et transformation sociale ».

Derniers ouvrages parus :

Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation, éd. L'Harmattan 2010 ;
Le châtaignier aux sabots ou les longs hivers (roman), éditions de l'Officine.